



Journée d'action du 6 octobre

Un récent rapport de l'INSEE confirme que la crise a profité aux plus riches et que l'écart de revenus avec les plus pauvres s'est accru. Les organisations Humanitaires confirment que cette situation s'est amplifiée ces derniers mois. Plus de 9 millions de Français dont au moins 10% de retraités vivent en dessous du seuil de pauvreté, situé à 954€ par mois. **Dans le département de l'Orne près de 65% des plus de 60 ans touchent une retraite inférieure à 1000€. La grande majorité sont des femmes.**

Les différentes réformes font que ceux qui sont partis ces dernières années ont vu leur pension minorée de 10 à 20%. Les dernières mesures d'allongement de la durée de cotisation instituant une décote de 1,25% par trimestre manquant vont continuer de faire chuter les retraites.

Ces dix dernières années la revalorisation des pensions a fait enregistrer une perte cumulée de pouvoir d'achat de l'ordre de 10 à 15% selon le niveau de retraite.

L'accès à l'énergie

Le prix du gaz a augmenté de +5,2 % en avril 2011, et une nouvelle hausse de 5% est envisagée bien que les prix à l'achat chutent. Le prix de l'électricité a crû de 6,4 % en un an (soit une augmentation de 17% depuis 2005). Le prix des carburants a augmenté de 17,3 % en 1 an ! **Le surcoût annuel est de 900 euros pour une famille se chauffant au gaz ou au fioul et se déplaçant chaque jour en voiture**

A mettre en relation avec les énormes profits des groupes du secteur de l'énergie en 2010; Total 10, milliards sans payer le moindre impôt en France, 6,24 mds pour EDF et pour GDF SUEZ, 3,9 mds. 70% des résultats ont été distribués. La privatisation n'amène pas à la mise en concurrence mais bien à la hausse de tous les tarifs pour répondre aux appétits de la finance et des actionnaires

L'accès à la santé

Les dépenses de santé sont une part importante dans le budget des retraités. L'accès aux mutuelles devient de plus en plus difficile avec des tarifs dépassant les 150€ pour les plus de 70 ans. L'augmentation constante des restes à charges avec les différents déremboursements de médicaments et les dépassements d'honoraires imposés dans les cliniques privées ou chez les spécialistes a doublé sur les 5 dernières années, **passant de 200€ à plus de 400€ par an.** En imposant les mutuelles au même titre que les compagnies d'assurance, le gouvernement prouve s'il en est l'hypocrisie d'une telle mesure qui consiste uniquement à créer une cotisation supplémentaire. Cette taxe de 3% pourrait se traduire par une hausse allant jusqu'à 7%. Ce sont les retraités qui vont être les plus touchés puisqu'ils paient déjà les cotisations les plus élevées. De cette manière le Gouvernement continue à casser la dimension solidaire de la Sécurité Sociale. **Sur chaque cotisation mutualiste, ce sont 13,7% de taxes reversées à l'Etat.** Les Français devront dorénavant payer 1,2 milliards d'euros par an alors que les hauts revenus ne contribueront que provisoirement et seulement à hauteur de 200 millions, soit six fois moins.

Démonstration est faite avec l'accord qui a été signé avec le principal syndicat des médecins qui pourront se voir attribuer jusqu'à 15 000€ de bonus s'ils prescrivent moins, preuve du rationnement des soins qui ne fera qu'éloigner les plus démunis et les plus fragiles de l'accès à la santé. Les conséquences en sont dramatiques. Cela a été prouvé et dénoncé par de nombreux médecins ; le report de la prise en charge médicale s'avère toujours plus coûteuse car la pathologie est toujours plus grave.

Ni efficace socialement, ni efficace médicalement !

L'accès à une alimentation équilibrée

La baisse des revenus pour de nombreux retraités et notamment pour les personnes vivant seules laisse de moins en moins de place pour le budget alimentation. La hausse des prix ces derniers mois, notamment pour les légumes, fruits et laitages indispensables à une nourriture équilibrée ont connu une forte augmentation, de l'ordre de 5%. De plus en plus de personnes âgées subissent les effets de malnutrition. Constat fait au cours des hospitalisations ou lors de l'entrée en maison médicalisée.

La perte d'autonomie

L'aide à l'autonomie doit relever de la solidarité nationale !

L'ensemble des organisations syndicales ne peuvent se satisfaire d'un projet de réforme qui s'apparente plus à des mesures d'urgence qu'à une réforme de grande envergure. Prévention, financement des services d'aide à domicile, guichet unique d'information, le gouvernement ne s'en tient qu'à des financements qui ne permettent pas d'assurer l'avenir et ne réduisent en rien le reste à charge des familles.

La création d'un grand service public de l'aide à l'autonomie dans le cadre de la Sécu en partenariat avec les associations existantes permettrait de penser autrement les rapports entre le médical, le médico-social et d'améliorer les conditions sociales pour les salariés (emploi, formation, qualification et salaires).

L'austérité : pas pour tous !

La politique d'austérité qui se met en place ne touche pas tous les budgets de l'Etat. Les aventures militaires en Irak, en Afghanistan, en Afrique et en Lybie ne connaissent pas la crise. Des milliards engloutis sous le vernis de la démocratie pour servir les intérêts des marchands de canon, de béton et les multinationales du pétrole.

Les niches fiscales pour les plus riches dépassent les 120 milliards auxquelles s'ajoutent toutes les exonérations de cotisations sociales de l'ordre de 30 milliards...

Revaloriser les retraites et les salaires, un bon moyen pour relancer l'économie et abonder de nouvelles res sources pour la sécurité sociale afin de répondre notamment au besoin de financement de la perte d'autonomie.

Nos revendications :

- Un minimum de retraite porte au niveau du SMIC
- Le retour à l'indexation des pensions et retraites sur l'évolution du salaire moyen
- 300€ par mois pour tous au titre du rattrapage
- La pension de réversion à 75%
- Le retour de la revalorisation des pensions au 1^{er} Janvier de chaque année
- Le financement de la perte d'autonomie par la solidarité nationale.

Nous appelons tous les retraités à se mobiliser pour s'opposer à cette politique d'austérité et à agir pour défendre leurs revendications en participant à la journée d'action du 6 Octobre.

**Rassemblement place de la Magdeleine
à Alençon à partir de 10h00**